



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERSONNE PUBLIQUE

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ DIPLOMATIQUE

Mission de la Valise Diplomatique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Accord-cadre relatif aux prestations d'enlèvement, de livraison, de restitution, de réception, de conditionnement, d'emballage et de stockage pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

MEAE_24021_DSD

Le présent CCAP comporte l'annexe suivante :

Annexe 1	Traitement des données à caractère personnel
----------	--

GENERALITES	4
1 DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	4
1.3 FORME DU MARCHE	4
2 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1 DUREE.....	4
2.2 DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.4 SURSIS DE D'EXECUTION	5
2.5 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	5
3 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4 REPRESENTATION DES PARTIES	6
4.1 LA PERSONNE PUBLIQUE.....	7
4.2 LE TITULAIRE	7
4.3 LA SOUS-TRAITANCE	8
5 MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
5.1 LIEUX D'EXECUTION	9
5.2 EXIGENCES D'EXECUTION DU TITULAIRE.....	9
5.3 REUNIONS DE CADRAGE ET DE SUIVI	11
5.4 CLAUSES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	12
5.5 CLAUSE SOCIALE – ACTION D'INSERTION AU PROFIT DES PERSONNES ELOIGNEES DE L'EMPLOI.....	13
5.6 EVOLUTION DE LA GAMME DE SERVICE.....	15
5.7 REVERSIBILITE	16
5.8 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	16
6 MODALITES DE PASSATION DES BON DE COMMANDES.....	16
6.1 PASSATION D'UN BON DE COMMANDE	16
7 DIVERSITE - EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.....	19
8 CLAUSE DE REEXAMEN.....	19
8.1 MODIFICATIONS DUES A UNE EVOLUTION REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE.....	19
8.2 AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM EN CAS DE DEPLOIEMENT IMPREVU	20
8.3 SUBSTITUTION DE SERVICES.....	20
8.4 EVOLUTION PAR SERVICES INNOVANTS.....	20
9 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX	21
9.1 FORME DU PRIX	21
9.2 CONTENU DU PRIX	21
9.3 INDEXATION CARBURANT	21
9.4 VARIATION DU PRIX	22
9.5 OFFRES PROMOTIONNELLES	24
10 PENALITES	24
10.1 PENALITES	24
11 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	25
11.1 VERIFICATION	25
11.2 DECISION APRES VERIFICATION.....	26
12 REGLEMENT.....	27
12.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	27
12.2 AVANCE	27
12.3 ACOMPTE.....	28

<i>12.4</i>	<i>PAIEMENT.....</i>	<i>28</i>
<i>12.5</i>	<i>DEMANDE DE PAIEMENT.....</i>	<i>29</i>
13	ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES.....	31
<i>13.1</i>	<i>ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS</i>	<i>31</i>
<i>13.2</i>	<i>ASSURANCE.....</i>	<i>32</i>
14	RESILIATION.....	32
<i>14.1</i>	<i>CAS DE RESILIATION</i>	<i>32</i>
<i>14.2</i>	<i>DECOMPTE DE RESILIATION.....</i>	<i>33</i>
<i>14.3</i>	<i>INDEMNISATION POUR RESILIATION</i>	<i>33</i>
15	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	33
16	DIFFERENTS	33
17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	34

GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code » ou « CCP », utilisé dans le présent document, fait référence au code de la commande publique, créé par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MEAE », utilisé dans le présent document, désigne le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 *Objet du marché*

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'enlèvement, de livraison, de restitution, de réception, de conditionnement, d'emballage et de stockage pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

1.2 *Procédure de passation du marché*

Le présent accord-cadre est un marché passé selon un appel d'offres ouvert lancé en application des articles L.2124-2 et R. 2161-2 à R2161-5 du Code.

1.3 *Forme du marché*

Conformément au Code, le marché se présente sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. En effet, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécute par l'émission de bons de commande à la survenance des besoins des bénéficiaires.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec les montants maximum et estimatif HT suivants :

Montant estimé HT sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)	Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
5 000 000 €	20 000 000 €

Le montant estimé ne saurait engager la personne publique.

2 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 *Durée*

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Il est tacitement reconductible deux (2) fois par période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à sa reconduction.

En cas de non-reconduction, la personne publique informe le titulaire de sa décision au moins trois (3) mois avant la date de fin de la période en cours. Le titulaire reste toutefois engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

2.2 Délais d'exécution

Les délais relatifs à l'ensemble des prestations sont exprimés en heures ouvrées.

En cas de retard d'exécution, la personne publique peut appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document.

2.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la personne publique ou du fait d'un événement imprévisible pour un opérateur diligent, le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de 12 heures ouvrées à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du bon de commande, dans le cas où le bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à 12 heures. Il indique, par la même demande, à la personne publique la durée de la prolongation demandée.

La personne publique dispose d'un délai de 12 heures ouvrées à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

2.4 Sursis de d'exécution

Un sursis d'exécution peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis d'exécution peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis d'exécution sont les mêmes que celles de la prolongation de délai.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

2.5 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

La reprise des prestations se fait conformément aux modalités fixées dans le CCAG-FCS.

3 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent, ci-après par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société ;
 - l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative au bordereau des prix unitaires - Délais (BPU- Délais) dûment complétée ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - l'annexe 1 au CCAP « Traitement des données à caractère personnel »
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre (CCTP);
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G / FCS.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, [dans sa dernière version](#) * ;
- l'offre du titulaire dont le cadre de réponse technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

*Ce document est supposé être connu par les opérateurs économiques et n'est pas annexés au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par la personne publique font seuls foi en cas de litiges.

***NB :** Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne font pas partie des documents contractuels.*

4 REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification de l'accord-cadre, la personne publique désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la personne publique en cours d'exécution du marché/de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

4.1 La personne publique

4.1.1 Représentant de la personne publique

Dès la notification de l'accord-cadre, la personne publique désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la personne publique en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La personne publique notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

Les différents services du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sont bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique est chargé notamment :

- d'assurer le pilotage général du déploiement ;
- de veiller à la bonne exécution globale de l'accord-cadre ;
- de valider les évolutions de l'annexe financière à l'acte d'engagement selon les dispositions prévues dans le présent CCAP ;
- d'assurer la communication sur les évolutions de l'accord-cadre et sur les bonnes pratiques d'exécution auprès des correspondants des bénéficiaires.

4.2 Le titulaire

4.2.1 Représentant du titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec la personne publique.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la notification une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Pour cela, il communique le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, qui pour le compte du titulaire est l'interlocuteur principal des services bénéficiaires de la personne publique .

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le(s) interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire peut être remplacé(s) par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de la personne publique en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'annexe 3 au présent CCAP;
- sur demande expresse de la personne publique en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de la personne publique .

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par la personne publique par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, en cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par la personne publique .

4.2.2 Le groupement d'opérateurs économiques

Le nom des personnes habilitées sera notifié à la personne publique par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG/FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par la personne publique d'y procéder, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

4.2.3 Cellule dédiée au pilotage de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre une cellule dédiée au pilotage de l'accord-cadre. Cette cellule constitue le point d'entrée unique pour les utilisateurs de l'accord-cadre. Elle est composée de personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les personnels affectés par le titulaire à l'exécution de l'accord-cadre disposent de la bonne connaissance des dispositions contractuelles et des informations relatives à l'organisation des bénéficiaires leur permettant de les assister et de les conseiller utilement.

Le titulaire communique à la personne publique, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

Les modalités de remplacement des personnels composant la cellule dédiée figurent à l'offre du titulaire.

Si la personne publique juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai d'un (1) mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

4.3 La sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

La personne publique exige que le titulaire effectue certaines tâches essentielles.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Réception des bons de commande ;
- Transmission des données de traçabilité des acheminements jusqu'à l'admission des prestations ;
- Gestion des litiges ;
- Informations de la personne publique et du bénéficiaire ;
- Restitutions contractuelles ;
- Pilotage de l'accord-cadre ;
- Représentation du titulaire.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à la personne publique, les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, la personne publique devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt CE n° 338780 du 23 mai 2011, cette rémunération libère la dette du pouvoir adjudicateur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

5 MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées depuis et vers :

- tout département de la France métropolitaine ;
- tout département ou région d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte) ;
- toute collectivité d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin), en Nouvelle Calédonie, à Wallis et Futuna et en Polynésie Française pour les besoins de tout bénéficiaire non soumis à une disposition de droit local ;
- ainsi qu'en Europe et dans le reste du monde.

5.2 Exigences d'exécution du titulaire

5.2.1 Exigences relatives aux prestations

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions définies au CCTP.

5.2.2 Exigences d'accès aux sites

Les exigences d'accès aux sites sont définies à l'article 5 du CCTP.

5.2.3 Exigence de l'agrément

La Mission de la Valise diplomatique dispose de l'agrément en qualité de "chargeur connu" au sens de l'article L321-7 du code de l'aviation civile en conséquence, le Titulaire devra être agréé "agent habilité".

Cette habilitation devra être conforme à l'arrêté interministériel du 1er septembre 2003 (publié au JORF du 18 décembre 2003) relatif aux "infrastructures, équipements et formations en matière de sûreté du transport aérien ainsi qu'à certaines modalités d'exercice des agréments en qualité d'agent habilité de chargeur connu, d'établissement connu et d'organisme technique" et à l'arrêté ministériel du 14 mai 2018 portant modification de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

5.2.4 Secret de la défense

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent transiter sur le lieu de la prestation.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

En outre, le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du titulaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant entraîner l'annulation du bon de commande pour faute du titulaire.

Tout manquement à cette obligation peut également conduire à la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

Enfin, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail des personnes intervenants sur des éléments comportant des informations ou des supports classifiés, au sens de l'article 2 de l'instruction générale interministérielle n°1300 modifié par décret n° 2014-445 du 30 avril 2014 sur la protection du secret de la défense nationale, comportent une clause de protection du secret conforme à la clause type figurant en annexe 9 de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale.

5.3 Réunions de cadrage et de suivi

5.3.1 Réunion de lancement

En vue d'assurer le déploiement de l'accord-cadre, une réunion de lancement est organisée sous un délai 10 jours à compter de la notification du marché.

À cette réunion sont présent les représentants de la personne publique et du titulaire afin de mettre en œuvre les aspects pratiques de l'accord-cadre.

La réunion de lancement a pour objet de permettre au titulaire et à la personne publique de prendre connaissance du contexte général lié à l'organisation du présent accord-cadre.

La réunion de lancement a pour objectifs :

- de présenter les représentants du titulaire et de la personne publique appelés à intervenir dans le cadre du présent accord-cadre ;
- d'organiser les modalités de mise en place du marché et notamment le dispositif de déploiement. Dans ce cadre, la personne publique fournit la base des données client permettant au titulaire l'ouverture en masse des comptes. Le titulaire fournit alors ses exigences techniques liées à cette campagne d'ouverture des comptes en masse ;
- de définir le processus d'escalade dans la gestion des incidents et la résolution des demandes sensibles.

Un plan d'actions est convenu à l'issue de la réunion de lancement, comprenant les points d'étape de suivi du déploiement jusqu'au démarrage des prestations. Le déploiement interministériel est piloté par la personne publique selon des modalités communes à tous les bénéficiaires. Des rendez-vous bilatéraux avec les ministères pourront être pris pour la mise en place administrative des commandes passées par les bénéficiaires.

5.3.2 Comité de suivi

Un comité de suivi interministériel est mis en place, réunissant le représentant du titulaire, ainsi que la personne publique et les représentants des différents services bénéficiaires. L'ordre du jour est arrêté conjointement entre la personne publique et le titulaire. La personne publique propose au titulaire le projet de compte-rendu afin de lui permettre d'apporter ses éventuels amendements.

Le comité de suivi se réunit au minimum une fois par an et a pour objet :

- de suivre le bon déroulement des prestations ;
- de restituer les consommations et les indicateurs de qualité définis dans le CCTP ;
- de décider de toute action à mettre en œuvre sur la période d'exécution suivante.

Le titulaire s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que la personne publique organise.

5.4 *Clauses de développement durable*

5.4.1 Clauses environnementales

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments propres à l'objet du marché mentionnés ci-dessus, y compris lorsque celle-ci vient à évoluer lors de l'exécution du marché. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande du bénéficiaire et les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer en cas d'évolution de la réglementation concernée.

5.4.1.1 Performance environnementale en matière de transports

Dans le cadre de transport en France métropolitaine, le titulaire devra privilégier dans l'ordre : la voie ferroviaire, la voie routière puis la voie aérienne.

Lorsque la situation le permet, le titulaire doit privilégier le transport au moyen de modes de transport alternatifs aux véhicules thermiques lorsque c'est possible.

Dès lors que le transport aura lieu par la voie routière et au moyen de véhicules motorisés, le titulaire doit encourager le recours à des véhicules à faibles ou très faibles émissions de gaz à effet de serre.

Le titulaire prend en compte les conditions particulières pour transport routier en outre-mer, et notamment le recours aux véhicules électriques ou hybrides.

Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative aux plans de protection de l'atmosphère.

Les véhicules mobilisés pour les prestations respectent, dans la mesure du possible, la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier.

5.4.1.2 Une exigence prise en compte en Outre-mer et à l'international

Le titulaire devra veiller à ce que les modes de transports ayant le moins d'impacts sur l'environnement soient utilisés dès lors que les délais ne sont pas contraints et l'écart de prix faible.

5.4.1.3 L'Eco-conduite

Le titulaire met en place auprès de ses salariés des formations à l'éco-conduite. L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES) ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenue d'accident.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'une sensibilisation des agents à l'éco-conduite au sein de son entreprise.

5.4.1.4 La gestion des déchets/réemploi

Le titulaire est invité à communiquer au pouvoir adjudicateur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise.

Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2).

En cas de conditionnement réalisé par le titulaire il se doit de respecter l'article 7 de Loi n° 2020-105 (loi AGECE) du 10 février 2020, interdisant à partir du 1^{er} janvier 2022 tout envoi sous film plastique (blisters).

D'après le décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025. L'objectif étant d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040.

Le titulaire devra donc proposer à défaut, s'il souhaite utiliser des matériaux plastique dans le conditionnement, une typologie d'emballage de film biosourcé ou répondant à la Norme NF EN 13432 de Novembre 2000 stipulant notamment une biodégradation à 90% en moins de 6 mois en conditions de compostage industriel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le bordereau de suivi des déchets (BSD) au titulaire conformément au code de l'environnement, article R.541-45.

5.4.1.5 La labellisation/certification

Le titulaire est invité à communiquer tout document témoignant d'une labellisation et/ou certification environnementale telle que la labellisation ISO 14 001, la certification Platinum d'ecovadis, ou l'Eco label NF Environnement ou équivalent.

Le titulaire doit également informer le pouvoir adjudicateur, par la transmission de documents certifiant, son appartenance à différentes chartes ou programme environnementaux (programme EVE, Objectif CO2, etc.).

5.5 *Clause sociale – Action d'insertion au profit des personnes éloignées de l'emploi*

Le titulaire réalise une action d'insertion au profit de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dans les conditions définies ci-après.

L'action d'insertion que le titulaire compte mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre est détaillée dans son offre et a valeur contractuelle.

5.5.1 Dispositions générales

Les publics visés sont les suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par le Pôle Emploi) ;
- les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (insertion par l'activité économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ainsi que les salariés d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) ou encore des régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers tel que « Défense 2e chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Compte tenu de l'accessibilité à certaines données confidentielles et sensibles qu'occasionne l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'assure que les personnes désignées dans le cadre de la présente clause d'exécution sont aptes à recevoir l'habilitation requise par les services bénéficiaires.

Le public visé en charge de l'exécution des heures réservées du présent accord-cadre pour l'application de la présente clause entre dans le cadre d'une démarche de politique d'insertion sociale globale du titulaire et n'est en aucun cas consacré exclusivement à l'exécution de l'accord-cadre.

5.5.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé : **250 heures**

5.5.3 Accompagnement de l'action

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la personne publique a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC:

Finoana ANDRIANARIVELO
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
finoana.andrianarivelo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
07 48 72 69 42

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- d'informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- de mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- d'identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- d'informer et d'orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'accord-cadre ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

5.5.4 Modalités d'insertion

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC. Un projet d'insertion est proposé par le titulaire lors de la réunion de notification de l'accord-cadre.

La mise en œuvre de la clause d'insertion sociale peut s'effectuer en recourant à une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise (CDI ou CDD) de personnes en difficulté d'insertion par l'intermédiaire de contrats aidés ou non, ou le recrutement dans le cadre de contrats en alternance.

Les personnes embauchées en CDI par le titulaire peuvent être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion et ce pour la période courant de la date de recrutement à la fin d'exécution de l'accord-cadre.

5.5.5 L'insertion pendant et à l'issue de l'accord-cadre

Tout au long de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pendant et à l'issue de la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en poste d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Un tuteur est nommé pour l'accueil et le suivi en entreprise de la personne en insertion. Au cours de la prestation, le titulaire du présent accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieures des personnes en insertion formées dans le cadre dudit accord-cadre.

5.5.6 Contrôle et évaluation de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à la personne publique (olivier.francpourmoi@diplomatie.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

kelly.manette@epec.paris
Copie finoana.andrianarivelo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer la personne publique, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

5.6 *Evolution de la gamme de service*

Le titulaire s'engage à fournir le service strictement identique à ce qui a été indiqué dans son offre. L'offre du titulaire constitue la référence des prestations au jour de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire peut proposer à la personne publique une évolution de la gamme des services. Ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé.

En tout état de cause, la substitution ou l'évolution se réalise dans la stricte limite des conditions prévues au CCTP de l'accord-cadre.

Sous réserve de leur acceptation par la personne publique, ces nouveaux éléments se substituent à ceux figurant dans l'offre du titulaire.

En tout état de cause, l'évolution des services est soumise au régime des avenants et doivent trouver leur fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L2194-1 du CCP.

5.7 Réversibilité

Pendant les quatre (4) derniers mois d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit coopérer avec la personne publique afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément.

Cette clause peut être mise en place soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre soit dans le cas de la non-reconduction ou de la fin normale de l'accord-cadre.

Le titulaire doit remettre le plan de réversibilité sous quinze (15) jours calendaires suivant la mise en œuvre de la présente clause.

Ce plan, d'une durée maximale de deux mois, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux fournisseurs. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre fournisseur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau fournisseur.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger le présent accord-cadre au-delà de sa durée de validité.

5.8 Protection des données à caractère personnel

Le traitement des données à caractère personnel est contenu dans l'annexe I au présent CCAP.

6 MODALITES DE PASSATION DES BON DE COMMANDES

6.1 Passation d'un bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder six (6) mois.

À la survenance du besoin, le bénéficiaire transmet au titulaire une demande de prestations contenant les informations nécessaires au déclenchement des prestations. Cette demande n'est pas précédée d'une demande de devis préalable, les prix étant ceux figurant à l'annexe financière.

6.1.1 Besoins simples

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande à la survenance des besoins des bénéficiaires.

Les bénéficiaires du présent accord-cadre se réservent la possibilité d'émettre un bon de commande global prévisionnel (un bon de commande pour plusieurs demandes d'enlèvement) pour la durée souhaitée par le service émetteur dudit bon de commande, sur la base d'une estimation chiffrée des prestations à réaliser.

Chaque demande d'enlèvement référence alors le même bon de commande durant toute l'exécution du marché et la facturation est effectuée par référence à ce bon de commande.

Le titulaire accuse réception d'un bon de commande par tout moyen permettant d'attester de façon certaine de sa date de réception.

La réception d'un bon de commande par le titulaire tient lieu de notification de la commande.

Si le bon de commande est globalisé, les mentions suivantes figureront sur la demande d'enlèvement :

- le numéro du compte client ;
- la nature des prestations ;
- la quantité à livrer ;
- le délai de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;

Si le bon de commande n'est pas globalisé (*un bon de commande pour chaque demande d'enlèvement*), il est mentionné sur chaque bon de commande :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence du marché (numéro et date) ;
- le numéro du compte client ;
- la nature des prestations ;
- la quantité à livrer ;
- le prix unitaire HT et TTC (*Ce montant est un montant prévisionnel qui ne peut être celui qui sera exactement facturé*) ;
- le délai de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;
- l'adresse du service auquel doivent parvenir les factures ;
- le comptable assignataire chargé des paiements ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à la personne publique).

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 12 heures ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

[6.1.2 Besoins avec contradictoire](#)

[6.1.2.1 Demande du bénéficiaire](#)

Lorsqu'il souhaite passer commande des prestations complémentaires à une prestation principale tarifée au marché, le bénéficiaire adresse au titulaire l'ensemble des éléments lui permettant d'établir le devis de la prestation complémentaire, et notamment les éléments suivants :

- La prestation principale ;
- l'objet de la prestation complémentaire et le résultat attendu ;
- les conditions particulières d'exécution de la prestation complémentaire ;
- les sites d'enlèvement et les points de livraison ;
- le(s) délai(s) ou date(s) précise(s) d'exécution des prestations ;
- les conditions de vérification et de réception ;
- toute autre information utile.

Pour élaborer sa demande, le bénéficiaire peut s'appuyer sur les dispositions du présent accord-cadre et prendre conseil auprès du titulaire, sans que les recommandations de celui-ci ne le lient d'aucune manière.

Ces commandes sont ponctuellement autorisées à la condition que les prestations complémentaires soient associées à un projet de bon de commande (« bon de commande principal »).

Les prestations complémentaires peuvent être des prestations de services ou de fournitures.

[6.1.2.2 Prestations sur devis](#)

Dans un délai précisé dans la demande du bénéficiaire, le titulaire transmet une proposition technique et financière (« devis ») détaillant la prestation principale au prix du marché et la prestation complémentaire chiffrée.

Pour toutes les demandes et de manière impérative, la proposition technique et financière :

- reprend et répond à chacune des demandes du bénéficiaire ;
- précise le prix HT et TTC de ou des prestations (principale et complémentaire) ;
- le prix HT de la prestation complémentaire, exprimé en pourcentage du montant HT du projet de bon de commande pour la prestation principale selon les prix du marché.

La proposition technique et financière est établie par le titulaire à titre gratuit. La durée de validité du devis est limitée à deux (2) mois.

Le montant de la prestation complémentaire ne peut dépasser de plus de 10% le montant de la prestation principale. Si le titulaire ne peut respecter la limite de 10% du montant de la prestation principale, il n'établit aucune proposition financière et le notifie au bénéficiaire. Dans ce cas, le bénéficiaire peut ne commander que la seule prestation principale dans les conditions nominales du marché.

[6.1.2.3 Vérification de la proposition technique et financière du titulaire](#)

La proposition technique et financière fait l'objet d'un examen contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire. Dans ce cadre, le bénéficiaire se réserve la faculté de demander au titulaire de compléter ou de

corriger sa proposition technique et financière en particulier concernant le périmètre de la prestation et le prix associé.

Le bénéficiaire se réserve la faculté de ne pas donner suite à un devis adressé par le titulaire.

Le bénéficiaire ne peut accepter la proposition financière du titulaire que si le montant des prestations complémentaires n'excède pas 10% du montant de la prestation principale.

Le titulaire est tenu d'informer la personne publique de toute difficulté d'application de la présente clause. Chaque bénéficiaire est tenu d'informer la personne publique de toute difficulté d'application de la présente clause.

7 DIVERSITE - EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le MEAE souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le MEAE s'engage pour la prévention des discriminations, la diversité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il met en œuvre, dans ce cadre, un plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, un dispositif de « Tolérance zéro » vis-à-vis de toute discrimination, harcèlement moral comme sexuel, violence sexuelle et agissement sexiste, ainsi que des mesures visant notamment à promouvoir l'insertion des personnes en situation de handicap.

Il s'inscrit dans le cadre dans la démarche de labellisation « Diversité » et « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » de l'AFNOR.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire :

- d'actualiser à chaque date anniversaire du marché le questionnaire initialement transmis après l'attribution du marché. Le représentant de la personne publique compare la situation décrite à celle présentée initialement ;
- un bilan des actions menées dans le domaine de la prévention des discriminations, six mois avant l'échéance contractuelle, pour les marchés dont la durée est d'au moins trois ans et dont le montant est supérieur à 50 000 € HT.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de la personne publique, qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation.

Le questionnaire et le bilan mentionnés ci-dessus sont complétés par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition par la personne publique gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

8 CLAUSE DE REEXAMEN

L'accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possible :

8.1 Modifications dues à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans l'accord-cadre initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

A l'initiative du titulaire ou de l'acheteur, après une éventuelle phase de négociation, le prix est intégré à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

8.2 Augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu

L'augmentation du montant maximum de l'accord-cadre pourra être augmentée en cas de déploiement prévisible mais non prévu dans l'accord-cadre initial de la manière suivante :

La personne publique informera le titulaire de l'augmentation du montant maximum et justifiera que ce déploiement est strictement lié à l'objet de l'accord-cadre initial.

L'augmentation du montant maximale sera intégrée à l'accord-cadre par acte modificatif au contrat (avenant).

8.3 Substitution de services

En cas de difficulté avérée et justifiée pour le titulaire de l'accord-cadre à maintenir au B.P.U sur toute la durée de l'accord-cadre les services qui ont fait l'objet de la mise en concurrence initiale, il peut proposer à la personne publique une substitution pour chaque service, de qualité équivalente et à prix identique.

Sur proposition du titulaire, acceptée par la personne publique après une éventuelle phase de négociation, la substitution à prix identique est intégrée à l'accord-cadre par ordre de service.

8.4 Evolution par services innovants

Le titulaire du marché s'engage proposer des services innovants similaires ou substituables à ceux décrits dans l'accord-cadre initial.

Il devra apporter à la personne publique les justifications sur le caractère innovant des services (attestations, recommandations, fiches techniques...).

Sur proposition du titulaire, acceptée par la personne publique après une éventuelle phase de négociation, le prix est intégré à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

La substitution des services ne pourra pas à la hausse comme à la baisse conduire à une modification de plus de 20% du montant total de l'accord-cadre.

9 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

9.1 *Forme du prix*

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires fixés à l'annexe de l'acte d'engagement.

9.2 *Contenu du prix*

Ces prix sont réputés complets et comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations et au suivi de l'accord-cadre. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Les prix unitaires couvrent notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les charges fiscales frappant obligatoirement les prestations à l'exception de la charge carburant ;
- les frais relatifs aux réunions et aux compte-rendu, y compris les éventuelles réunions préparatoires et suivi commercial et opérationnel de l'accord-cadre .

Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Le titulaire est informé que l'unité monétaire est l'euro.

9.3 *Indexation carburant*

Pour les opérations de transport, les charges de carburant sont révisées conformément aux dispositions de l'article L3222-1 du code des transports pour le transport routier et figurent sur la facture en y faisant apparaître le détail du calcul. L'indexation de ces charges est présentée en pied de facture.

Pour tenir compte de la variation du prix du carburant entre la date de remise des offres et la date de la réalisation de chaque prestation de transport, le montant représenté par le carburant dans le prix de la prestation est révisé en plus ou en moins, au moment de la facturation.

Pour le transport routier, l'indice de référence pour le calcul de l'indexation est l'indice CNR gazole professionnel en vigueur à la date de la remise des offres au présent accord-cadre.

Pour le transport aérien, l'indice de référence pour le calcul de l'indexation est l'indice figurant dans l'offre du titulaire, en vigueur à la date de la remise des offres au présent accord-cadre.

Le montant de la charge carburant est calculé selon la formule suivante :

$$P_{car} \times T_{prest} \times \left(\frac{\text{Indice du mois concerné}}{\text{Indice de référence}} - 1 \right)$$

Pcar représente le poids du carburant dans les prestations de transport du titulaire. Il est exprimé en pourcentage (décimal à deux chiffres).

Tprest représente le montant total des prestations de transport facturées : en sont exclus toutes les prestations n'incluant pas du transport (droits de douanes, assurances, fournitures, etc.), en euros HT.

Le titulaire indique dans son offre l'indice de référence et le poids du carburant (en pourcentage) dans ses prestations de transport, celui-ci vaut pour la toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

9.4 Variation du prix

9.4.1 Modalités de révision du prix

Les prix initiaux sont révisibles.

Les prix initiaux des prestations sont réputés fermes et définitifs pour une période d'un an à compter de la notification accord-cadre. Seuls les prix relatifs aux prestations de transport seront révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre finale. Ce mois est appelé « mois 0 ».

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 * (Ind / Ind_0)]$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P₀ = prix initial

Ind = dernière valeur connue de l'indice « des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage », publié au INSEE, sous l'identifiant 010546090

Ind₀ = valeur de l'indice « des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage », publié au INSEE, sous l'identifiant 010546090

Les indices provisoires sont réputés définitifs.

Les prix issus de cette révision sont réputés définitifs.

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire. Il dispose d'un délai de deux **(2) mois** au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs, à l'adresse suivante :

mission-achats.dga@diplomatie.gouv.fr

Si la révision du/des prix n'est pas communiquée dans le délai indiqué ci-dessus, le titulaire est réputé y renoncer. Il ne pourra alors y avoir d'application rétroactive de la formule de révision.

En tout état de cause, en l'absence de demande du titulaire, si la révision des prix est en faveur de l'acheteur, celui-ci peut imposer au titulaire la révision des prix.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisées pour son calcul sont validés par la personne publique. Les prix révisés et le coefficient de révision sont validés par la personne publique.

9.4.2 Clause butoir

Si l'application de la formule de révision conduit à une augmentation moyenne des prix (au regard du bordereau des prix unitaires) de 3 % ou plus, par rapport au prix de l'année N-1, la personne publique se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, la personne publique pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

9.4.3 Règles d'arrondi

9.4.3.1 Coefficient de révision

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

9.4.3.2 Prix révisé

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur. La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

9.4.4 Remplacement ou disparition de l'indice

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (Va) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (VPd) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : Va / VPd et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties est acté par voie d'avenant à l'accord-cadre au marché.

9.5 Offres promotionnelles

Le titulaire de l'accord-cadre fait bénéficier aux bénéficiaires d'une baisse des prix qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliqueront aux prestations demandées pendant la période promotionnelle,

Le titulaire s'engage à informer la personne publique de ces offres promotionnelles.

10 PENALITES

10.1 Pénalités

10.1.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, les pénalités suivantes :

- 20 % du montant HT de la prestation, jusqu'à un jour ouvré de retard;
- 30 % du montant HT de la prestation à partir 2 jours ouvrés de retard;
- 50 % du montant HT de la prestation à partir de 3 jours ouvrés de retard ;

Outre les samedis, dimanches et jours fériés, les jours d'interdiction de circulation imposés par les pouvoirs publics n'entrent pas dans le calcul du nombre de jours ouvrés.

10.1.2 Autres pénalités

Non réception du bilan hebdomadaire	Par jour de retard	15 €
Anomalie comptable: devis non conforme à l'annexe financière	Par devis	50 €
Réception d'un colis sans bordereau de livraison	Par colis	50 €
Expédition d'un colis à la Valise diplomatique sans bordereau de livraison	Par colis	50 €
Erreur dans la répartition des destinations	Par colis	50 €
En cas de mauvaise capacité du camion dans le cadre d'un ramassage ou absence de matériel de manutention nécessaire au chargement ou déchargement en livraison (et à la condition que la quantité ait été déclarée au titulaire lors de la commande)	Par manquement constaté	50 €
En cas de non présentation pour enlèvement de la marchandise (L'enlèvement non réalisé n'est pas facturé)	Par manquement constaté	10 % du montant HT de la prestation

10.1.3 Application des pénalités

L'ensemble des pénalités susmentionnés sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités au titre de l'accord-cadre sont applicables sans phase contradictoire préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant HT du bon de commande pour laquelle le manquement a été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités sont dues par le titulaire sans montant minimum, c'est-à-dire, sans considération du montant desdites pénalités.

10.1.4 Décomptes des pénalités

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

11 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues au présent CCAP. À défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

La personne publique effectue lorsque les opérations de vérification quantitative et qualitative sont simples, qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps, la personne publique peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision.

A défaut, le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

Le titulaire met à disposition les bordereaux d'enlèvement (article 3.3.2 du CCTP) et de livraison (article 3.4.1 du CCTP), ou tout document permettant d'établir la livraison des fournitures et la réalisation des prestations.

11.1.1 Vérification quantitative

Les contrôles quantité ont pour objet de vérifier que la quantité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, la personne publique peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

11.1.2 Vérification qualitative

Les contrôles qualité ont pour objet de vérifier que la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, la personne publique prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

11.2 *Décision après vérification*

11.2.1 Admission

La personne publique prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à dater de la livraison des prestations.

11.2.2 Ajournement

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la personne publique les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la personne publique a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions ci-après, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de la personne publique au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente à nouveau les fournitures mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la personne publique dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations effectuées, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

11.2.3 Réfaction

Lorsque la personne publique estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

[11.2.4 Rejet](#)

Lorsque la personne publique estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

12 REGLEMENT

12.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants éventuels ;
- le cas échéant, l'opérateur économique mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

12.2 Avance

[12.2.1 Conditions de versement](#)

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre sans montant minimum, s'il n'y renonce pas, pour chaque bon de commande est supérieur au seuil de 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

[12.2.2 Montant de l'avance](#)

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

En ce qui concerne le taux de l'avance, la personne publique décide de retenir l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

A savoir, le montant de cette avance est fixé à **5 %** ou **30%** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, du montant initial du bon de commande, toutes taxes comprises.

En cas de versement d'une avance en application de l'article R. 2191-3 du CCP, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du bon de commande ou lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

[12.2.3 Remboursement de l'avance](#)

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R 2191-19 du CCP.

12.3 Acomptes

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du CCP, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Il est rappelé qu'un acompte rémunère un service fait.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois et à 1 mois pour les petites ou moyennes entreprises ou les artisans au sens de l'article R. 2151-13, les sociétés coopératives de production, les groupements de producteurs agricoles, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes ou les entreprises adaptées.

12.4 Paiement

12.4.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires) aux quantités réellement exécutées.

12.4.2 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, sont indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP est joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours à compter de la date de réception de la facture par la personne publique et le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai intervient dans les conditions fixées par les articles susmentionnés.

Conformément au Code, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) €. Ces frais sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

12.4.3 Interruption du délai de paiement

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute le jour de sa notification et prend fin à compter de la réception de la totalité des pièces exigées.

Dès lors, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

12.4.4 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

12.5 *Demande de paiement*

12.5.1 Contenu de la demande de paiement

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture : raison sociale, adresse Siret ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant HT facturé de chaque prestation ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le calcul et le montant de l'indexation carburant ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

- Le cas échéant, l'offre promotionnelle ;
- les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

12.5.2 Modalités de demande de paiement

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques¹ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

12.5.3 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires sont, pour chaque bénéficiaire, renseignées dans chaque bon de commande.

12.5.4 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à la personne publique la demande de paiement.

¹ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

13 ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES

13.1 Engagements et obligations

13.1.1 Engagements et obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir la personne publique informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à la personne publique , dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à la personne publique tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que la personne publique ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre.

En conséquence il appartient notamment au titulaire :

- d'être force de conseil et d'accompagnement dans l'exécution des prestations ;
- de mettre en place les moyens et les effectifs nécessaires à la réalisation des prestations et d'en assurer la continuité sauf cas ne relevant pas de sa responsabilité (cas de force majeure ou du fait du bénéficiaire) ;
- de mettre à disposition l'outillage et les moyens de manutentions adaptés selon le poids des marchandises y compris les solutions digitales de type logiciel de gestion, imprimante, étiquettes vierges, support de formation le cas échéant ;
- d'assurer la qualité, la confidentialité et la sécurité des envois qui lui sont confiés.

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;

- une obligation de résultat relativement aux délais et indicateurs qualité à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le bénéficiaire, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation ;
- une obligation de sûreté et de sécurité (Cf. article 5 du CCTP) ;
- restituer en fin de marché les données clients à jour acquises en cours d'exécution.

La liste et le détail des comptes ainsi que toutes les données répertoriées et consolidées dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre sont la propriété de la personne publique à qui le titulaire les restitue en cours d'exécution de l'accord cadre à la demande de la personne publique et à l'échéance de celui-ci. Le stockage et l'accès aux données sont sécurisés et ne sauraient être communiqués à des tiers sans autorisation expresse de la personne publique .

13.1.2 Engagements et obligations de l'acheteur

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, la personne publique s'engage à :

- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité.

13.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dès la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

14 RESILIATION

14.1 Cas de résiliation

La personne publique peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-5 du CCP.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus aux articles 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, la personne publique est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG FCS, la personne publique se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, la personne publique se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

14.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40.1 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

14.3 Indemnisation pour résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

15 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Ainsi, la personne publique peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

16 DIFFERENTS

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le Cahier des Charges seront réglées conformément aux prescriptions :

- du code de la commande publique
- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics fournitures courantes et de services (CCAG/FSC).

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 46 du CCAG-FCS, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le présent article est réputée non écrite.

Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique dans ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
2.3	13.3	Cas pour demander une prolongation des délais (élargissement de la possibilité aux circonstances imprévisibles) – Délai de demandes de prolongation et d'acceptation
4.2.1	3.4.1 et 3.4.3	Remplacement du représentant du titulaire et d'une personne nommément désignée
4.2.2	3.5.4	Remplacement du mandataire en cas de défaillance
9.4.1	10.2.4	Mois d'établissement du prix initial
10.1	14	Absence phase de contradictoire/absence d'exonération et modification du plafond des pénalités de retard
10.1.3	14, 14.1.2 et 14.1.3	Application des pénalités
13.2	9	Délais de remise attestation assurance
14.3	42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation